

Attribution de temps

cations à la loi de l'impôt sur le revenu. Finalement, le budget ne fut pas débattu.

Le 20 octobre 1977, le ministre des Finances a présenté à la Chambre ce qu'il a appelé un exposé budgétaire, au cours du débat sur le discours du Trône. Comme le premier ministre (M. Trudeau) l'a dit lui-même, le gouvernement a réuni deux choses: le débat du discours du Trône et le débat du budget. Étant donné que la Chambre n'a pas eu la possibilité de débattre la déclaration du 20 octobre 1977, il serait impardonnable que le gouvernement se défile et se serve d'une motion de clôture pour mettre fin au débat sur le Bill C-11. Les députés doivent s'opposer de toutes leurs forces à cette manœuvre. C'est la seule possibilité que nous ayons d'examiner le contenu de la déclaration du mois d'octobre.

La dernière fois que nous avons pu discuter d'un bill tendant à modifier la loi sur l'impôt sur le revenu, c'est il y a un an, en novembre 1976, à l'étape de la deuxième lecture. Le fait qu'un an plus tard les députés d'en face essaient de dire qu'il faut imposer la clôture montre encore une fois qu'ils essaient d'étouffer les débats à la Chambre.

En 1975, le gouvernement a dépensé 26 milliards de dollars et accumulé un déficit de 1.1 milliard. Selon la déclaration du 20 octobre, les dépenses sont montées en flèche jusqu'à environ 43 milliards de dollars et le déficit est maintenant de 9.2 milliards. Est-ce vraiment étonnant que le gouvernement veuille étouffer le débat? Il ne tient pas à ce que ces faits soient communiqués aux Canadiens lors d'un débat parlementaire.

Si je disposais de plus de temps, j'exposerais à la Chambre toutes les inexactitudes contenues dans les divers budgets qui ont déjà été présentés. Si nous comparons le budget du 31 mars aux prévisions actuelles du ministre des Finances, nous voyons qu'il y a une différence de 2 milliards de dollars dans le déficit prévu à l'échelon fédéral. Le 31 mars, le gouvernement prévoyait un déficit de 7.1 milliards de dollars et il pense maintenant que le déficit s'élèvera à 9.2 milliards. Le gouvernement s'efforce d'empêcher les Canadiens d'en savoir davantage. Quand le gouvernement prétend que le bill C-11 ne contient pas suffisamment de dispositions pour que nous continuions le débat, il néglige tout à fait de mentionner que le bill comprend certains crédits d'impôts proposés par mon parti il y a plus d'un an. Je veux parler des crédits d'impôt d'au moins \$100 par personne. Malheureusement, ces crédits d'impôt ne seront accordés qu'en 1978.

● (2022)

Je parie qu'il n'y a pas dix députés ministériels qui ont lu le bill et je parie qu'ils ne se rendent pas tellement compte du fait que la proposition qu'ils appuient aveuglément en ce moment ne fait que suggérer l'adoption d'un crédit d'impôt pour 1978. Nous estimons qu'il serait préférable de l'avoir maintenant. Nous croyons que le gouvernement devrait accorder un crédit d'impôt de \$100 dès maintenant. Quel mal y a-t-il à ce que des députés manifestent leur préoccupation au sujet de la proposition du gouvernement de frapper d'impôt l'assurance-vie de la façon prévue dans le bill C-11? Pourquoi devrions-nous être empêchés en tant que députés d'exprimer nos opinions sur cette disposition du bill C-11?

[M. Stevens.]

Je voudrais faire ressortir encore cinq ou six autres points. Qu'y a-t-il de mal par exemple à ce que des députés expriment leur point de vue sur le fait que le gouvernement a besoin d'une nouvelle autorisation d'accroissement de sa dette pour pouvoir emprunter quelque neuf milliards de dollars en dépit du fait que déjà le printemps dernier il a présenté une requête analogue pour emprunter sept milliards de dollars? Voilà ce dont ont débattu les députés lorsqu'ils ont pris la parole au sujet du bill C-11. Qu'y a-t-il de mal à ce que le député de Medicine Hat (M. Hargrave) démontre clairement pourquoi il estime que les dispositions sur la transmission des propriétés agricoles ne sont pas satisfaisantes, du moins pour ce qui est des intérêts des entreprises? Je pense d'ailleurs qu'il a vraiment réussi à faire valoir son point de vue.

Qu'y a-t-il de mal à ce que deux ou trois de mes collègues fassent remarquer que le système NAS, ainsi nommé, pourrait être facilement modifié si le gouvernement le jugeait utile? Voici que le bill C-11 nous donne l'occasion de le faire.

Bref, j'estime que les députés de mon parti ont présenté de solides arguments justifiant la poursuite de l'étude de ce bill. Nous estimons qu'il devrait faire l'objet de plus ample réflexion et personne ne pourra nier que le moment opportun pour exprimer de telles opinions est à l'occasion de sa deuxième lecture et c'est précisément ce que nous avons fait. Au lieu d'écouter les députés du parti libéral appuyer ce gouvernement sans égal dans son incompétence, j'espère que ce soir nous les verrons cesser d'agir comme des moutons et voter plutôt contre cette motion de clôture, ainsi que nous le ferons.

M. Ed. Lumley (secrétaire parlementaire du ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, jusqu'ici je n'ai pas manqué un seul instant du débat concernant le bill C-11, et je crois être le seul député à la Chambre dans ce cas; en outre, j'ai lu tous les comptes rendus des débats relatifs à ce projet de loi. Je suis sidéré des remarques des membres de l'opposition que je viens d'entendre au cours de cette heure trois-quarts qui vient de s'écouler. Je crois qu'en deux heures de temps j'ai entendu plus de vaine rhétorique que pendant le débat tout entier du bill C-11.

Le député de York-Simcoe (M. Stevens) ainsi que certains de ces collègues se sont plaints de ne pas avoir eu assez de temps pour en discuter; je leur ferai remarquer que depuis le 31 mars ou le 1^{er} juin dernier, nous avons consacré six jours au débat budgétaire pour commencer. Ensuite a eu lieu le débat sur l'Adresse en réponse au discours du trône qui a duré encore huit jours, et dont la majeure partie a été consacrée à la situation économique du pays sans que l'opposition, là encore, ait rien trouvé à dire d'intéressant.

Des voix: Bravo!

M. Lumley: Dans le débat de deuxième lecture du bill C-11, nous avons eu neuf jours de débat avec des heures prolongées ce qui, comme l'a fait remarquer le ministre d'État au multiculturalisme (M. Cafik), représente en fait onze jours de débat. Ainsi, nous avons consacré jusqu'ici 26 jours complets de débat à la question.

Le député de York-Simcoe nous a dit qu'on n'avait pas encore assez discuté des problèmes économiques du pays. Mon ministre, le ministre des Finances (M. Chrétien) a siégé à la